

Rapport financier | 2013



Assemblée Générale du 19 juin 2014

Résultats de l'exercice 2013
Rapport du Commissaire aux comptes
Affectation du résultat 2013
Budget prévisionnel 2014





KPMG S.A.
Immeuble le Palatin
3 cours du Triangle
92939 Paris la Défense cedex
France

Téléphone : +33 (0)1 55 68 22 00
Télécopie : +33 (0)1 55 68 98 18
Site internet : www.kpmg.fr

Mission Opérationnelle Transfrontalière
38 rue des Bourdonnais
75001 Paris

A Paris La Défense, le 29 avril 2014

Rapport

Mission de Présentation des comptes annuels

Dans le cadre de la mission de Présentation des comptes annuels de la Mission Opérationnelle Transfrontalière pour l'exercice du 1^{er} janvier 2013 au 31 décembre 2013 et conformément aux termes de notre lettre de mission en date du 14 octobre 2011, nous avons effectué les diligences prévues par les normes de Présentation définies par l'Ordre des Experts Comptables.

Les comptes annuels ci-joints, qui comportent 20 pages, se caractérisent par les données suivantes:

- Total du bilan : 507 214 EUR
- Chiffre d'affaires : 173 889 EUR
- Résultat net comptable : 13 306 EUR

KPMG S.A.

Jérôme Eustache
Associé

Bilan

Association

Mission Opérationnelle Transfrontalière

Au : 31/12/2013

EUR

* Mission de Présentation - Voir le rapport de l'expert-comptable

Actif		Exercice			Exercice précédent
		Montant brut	Amort. ou .Prov.	Montant net	Au : 31/12/2012
Actif immobilisé	Immobilisations incorporelles				
	Frais d'établissement				
	Frais de recherche et développement				
	Concessions, logiciels et droits similaires	11 843	5 568	6 274	
	Fonds commercial (1)				
	Autres immobilisations incorporelles				
	Immobilisations incorporelles en cours				
	Avances et acomptes				
	Total	11 843	5 568	6 274	
	Immobilisations corporelles				
Terrains					
Constructions					
Inst. techniques, mat.out.industriels	111 168	70 071	41 096	53 049	
Autres immobilisations corporelles					
Immobilisations grevées de droits					
Immobilisations corporelles en cours					
Avances et acomptes					
Total	111 168	70 071	41 096	53 049	
Immobilisations financières (2)					
Participations					
Créances rattachées à des participations					
Titres immob. activité de portefeuille					
Autres titres immobilisés					
Prêts					
Autres immobilisations financières	18 669		18 669	17 851	
Total	18 669		18 669	17 851	
Total I	141 681	75 640	66 040	70 900	
Actif circulant	Stocks et en-cours				
	Matières premières, approvisionnements				
	En cours de productions biens et services				
	Produits intermédiaires et finis				
	Marchandises				
	Total				
	Avces et acptes versés sur commandes	3 588		3 588	
	Créances (3)				
	Créances usagers et comptes rattachés	131 706		131 706	150 929
	Autres créances	10 624		10 624	14 355
Total	142 330		142 330	165 284	
Divers					
Autres titres				160 197	
Valeurs mobilières de placement					
Instruments de trésorerie					
Disponibilités	284 719		284 719	75 549	
Charges constatées d'avance (4)	10 535		10 535	5 694	
Total II	441 173		441 173	406 726	
Charges à répartir sur plusieurs exercices					
Primes de remboursement des emprunts					
Ecart de conversion Actif					
Total de l'actif (I+II+III+IV+V)	582 854	75 640	507 214	477 626	
Renvois	(1) Dont droit au bail				
	(2) Part à moins d'un an (brut) des immobilisations financières				
	(3) et (4) Dont à plus d'un an (brut)				
Engagements reçus	Legs nets à réaliser acceptés par les organes statutaires compétents				
	Legs nets à réaliser autorisés par l'organisme de tutelle				
	Dons en nature restant à vendre				
	Autres				

Bilan

Mission Opérationnelle Transfrontalière

Au : 31/12/2013

EUR

* Mission de Présentation - Voir le rapport de l'expert-comptable

Passif (avant répartition)		Exercice	Exercice précédent
Fonds associatifs	Fonds propres		
	Fonds associatifs sans droit de reprise (legs, donations, subv. inv. biens renouvelables)		
	Ecarts de réévaluation		
	Réserves	168 619	168 619
	Report à nouveau	36 523	(4 011)
	Résultat de l'exercice	13 306	40 534
Fonds associatifs	Autres fonds associatifs		
	Fonds associatifs avec droit de reprise		
	Apports		
	Legs et donations		
	Résultats sous contrôle de tiers financeurs		
	Ecarts de réévaluation		
	Subventions d'investissement sur biens non renouvelables par l'organisme		
	Provisions réglementées		
Droits des propriétaires (commodat)			
Total		218 449	205 142
Provisions et fonds dédiés	Provisions pour risques		
	Provisions pour charges		
	Fonds dédiés sur subventions de fonctionnement		
	Fonds dédiés sur autres ressources (apports, dons, legs et donations)		
Total		II	
Dettes	Emprunts obligataires convertibles		
	Autres emprunts obligataires		
	Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (2)		
	Emprunts et dettes financières divers (3)		
	Avances et acomptes reçus sur commandes en cours (1)		
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	64 966	61 327
	Dettes fiscales et sociales	223 798	182 958
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
	Autres dettes		
	Instruments de trésorerie		
Produits constatés d'avance		28 198	
Total		288 764	272 484
Ecart de conversion passif			
Total du passif		507 214	477 626
Renvois	Dettes sauf (1) à plus d'un an		
	Dettes sauf (1) à moins d'un an	288 764	
	(2) Dont concours bancaires courants et soldes créditeurs		
	(3) Dont emprunts participatifs		
Engagements donnés	Sur les legs acceptés		
	Autres		

Comptabilité tenue en euros

Compte de résultat

Mission Opérationnelle Transfrontalière

Période de l'exercice 01/01/2013 31/12/2013 * Mission de Présentation

Période de l'exercice précédent 01/01/2012 31/12/2012 Voir le rapport de l'expert-comptable

EUR

		Exercice	Exercice précédent
Produits d'exploitation	Ventes de marchandises		
	Production vendue	171 415	73 992
	{ Biens Services liés à des financements réglementaires Autres services	2 474	69 195
	Montant net du chiffre d'affaires (dont à l'exportation)	173 889	143 188
	Production stockée		
	Production immobilisée		
	Produits nets partiels sur opérations à long terme		
	Subventions d'exploitation	861 546	800 000
	Reprises sur provisions (et amortissements), transferts de charges	17 628	25 188
	Cotisations	252 360	253 795
Autres produits (1)	20	1	
Total des produits d'exploitation	I 1 305 444	1 222 172	
Charges d'exploitation	Marchandises		
	{ Achats Variation de stocks		
	Matières premières et autres approvisionnements	15 059	21 096
	{ Achats Variation de stocks		
	Autres achats et charges externes (2)	369 182	354 249
	Impôts, taxes et versements assimilés	70 634	59 176
	Salaires et traitements	585 745	513 965
	Charges sociales	236 747	216 879
	- sur immobilisations { amortissements Dotations d'exploitation - sur actif circulant { provisions - pour risques et charges	14 308	13 718
	Subventions accordées par l'association		
Autres charges	35	2 500	
Total des charges d'exploitation	II 1 291 714	1 181 587	
Résultat d'exploitation	(I-II) 13 730	40 585	
Opér. commun	Excédents ou déficits transférés		
	Déficits ou excédents transférés		
Produits financiers	Produits financiers de participations		
	Produits financiers d'autres valeurs mobilières de placement et créances d'actif immobilisé		
	Autres intérêts et produits assimilés		
	Reprises sur provisions, transferts de charges		
	Différences positives de change	34	
	Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement	16	488
Total des produits financiers	V 51	488	
Charges financières	Dotations financières aux amortissements et provisions		
	Intérêts et charges assimilées		46
	Différences négatives de change	475	
	Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
Total des charges financières	VI 475	46	
Résultat financier	(V-VI) (423)	442	
Résultat courant avant impôt	(I-II+III-IV+V-VI) 13 306	41 027	
Renvois	(1) Dont : Dons		
	Legs et donations		
	Produits liés à des financements réglementaires		
	Ventes de dons en nature		
	(2) Y compris redevances de crédit-bail { mobilier immobilier		

Compte de résultat (suite)

Mission Opérationnelle Transfrontalière

Période de l'exercice 01/01/2013 31/12/2013 * Mission de Présentation

Période de l'exercice précédent 01/01/2012 31/12/2012 Voir le rapport de l'expert-comptable

EUR

		Exercice	Exercice précédent
Produits exceptionnels	Produits exceptionnels sur opérations de gestions		
	Produits exceptionnels sur opérations en capital		
	Reprises sur provisions et transferts de charges		
	Total des produits exceptionnels	VII	
Charges exceptionnelles	Charges exceptionnelles sur opérations de gestions		
	Charges exceptionnelles sur opérations en capital		493
	Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions		
	Total des charges exceptionnelles	VIII	493
Résultat exceptionnel		(VII-VIII)	(493)
	Participations des salariés aux résultats	IX	
	Impôts sur les sociétés	X	
	Report des ressources non utilisées des exercices antérieurs	XI	
	Engagements à réaliser sur ressources affectées	XII	
	Total des produits	(I+III+V+VII+XI)	1 305 495
	Total des charges	(II+IV+VI+VIII+IX+X+XII)	1 292 189
	Excédent ou déficit	(XIII-XIV)	13 306
Evaluation des contributions volontaires en nature			
Produits			
	Bénévolat		
	Prestations en nature		
	Dons en nature		
Charges			
	Secours en nature		
	Mise à disposition de biens et services		
	Personnel bénévole		

Comptabilité tenue en euros





Mission Opérationnelle Transfrontalière

Annexe aux comptes annuels
de l'exercice clos le
31 décembre 2013
Montants exprimés en Euros

Mission Opérationnelle Transfrontalière

1 Faits majeurs de l'exercice

1.1 Événements principaux de l'exercice

Néant.

1.1.1 Présentation des comptes

Les documents dénommés états financiers comprennent :

- le bilan ;
- le compte de résultat ;
- l'annexe.

1.1.2 Méthode générale

Les comptes annuels ont été arrêtés conformément aux dispositions du Code de Commerce, du décret du 29 novembre 1983 et du plan comptable général.

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base : continuité de l'exploitation, permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre, indépendance des exercices, conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

L'association a arrêté ses comptes en respectant le règlement n°99-03 et ses règlements modificatifs, ainsi que ses adaptations aux associations et fondations conformément au règlement n°99-01.

1.1.3 Changement de méthode d'évaluation

Aucun changement de méthode d'évaluation n'est intervenu au cours de l'exercice.

1.1.4 Changement de méthode de présentation

Aucun changement de méthode de présentation n'est intervenu au cours de l'exercice.

2 Informations relatives au bilan

2.1 Actif

2.1.1 Tableau des immobilisations

Situations et mouvements	A	B	C	D
Rubriques	Valeur brute à l'ouverture de l'exercice	Augmentations	Diminutions	Valeur brute à la clôture de l'exercice
Immobilisations incorporelles	5 336,99	6 506,24		11 843,23
Immobilisations corporelles	109 044,48	2 123,65		111 168,13
Immobilisations financières	17 851,69	818,06		18 669,75
TOTAL	132 233,16	9 447,95		141 681,11

2.1.2 Tableau des amortissements

Situations et mouvements	A	B	C	D
Rubriques	Amortissements cumulés au début de l'exercice	Augmentations : dotations de l'exercice	Diminutions d'amortissements de l'exercice	Amortissements cumulés à la fin de l'exercice
Immobilisations incorporelles	5 336,99	231,73		5 568,72
Immobilisations corporelles	55 995,30	14 076,34		70 071,64
Immoilisations financières	-			-
TOTAL	61 332,29	14 308,07		75 640,36

2.1.3 Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition, après déduction des rabais, remises et escomptes de règlement ou à leur coût de production.

Une dépréciation est comptabilisée quand la valeur actuelle d'un actif est inférieure à la valeur nette comptable.

2.1.3.1 Principaux mouvements

Acquisition d'un progiciel documentaire intégré au site internet de l'association pour une valeur de 6 506,24 euros.

2.1.3.2 Méthode d'amortissement

Type d'immobilisations	Mode	Durée
Logiciels et progiciels	Linéaire	1 an

2.1.4 Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition, après déduction des rabais, remises et escomptes de règlement ou à leur coût de production.

Une dépréciation est comptabilisée quand la valeur actuelle d'un actif est inférieure à la valeur nette comptable.

2.1.4.1 Principaux mouvements

Les acquisitions concernent essentiellement du matériel de bureau et informatique pour une valeur de 2 123,65 euros.

2.1.4.2 Méthode d'amortissement

Types d'immobilisations	Mode	Durée
Installations générales	Linéaire	2 à 10 ans
Matériel de bureau informatique	Linéaire	3 à 4 ans
Mobilier de bureau	Linéaire	5 à 10 ans

2.1.5 Immobilisations financières

Ce poste concerne le dépôt de garantie pour les locaux occupés.

2.1.6 Créances

Créances(a)	Montant brut	Liquidité de l'actif	
		Échéances à moins d'1 an	Échéances à plus d'1 an
Créance de l'actif immobilisé			
Créances rattachées à des participations			
Prêts (1)			
Autres			
Avances et acompte versés	3 588	3 588	
Créances clients et comptes rattachés	131 706	131 706	
Autres	10 624	10 624	
Charges constatées d'avance	10 535	10 535	
TOTAL	156 453	156 453	

L'exigibilité de toutes les créances de l'actif est inférieure à un an.

2.1.7 Valeurs mobilières de placement

Aucune valeur mobilière de placement détenue à la clôture des comptes 2013.

2.1.8 Charges constatées d'avance

Les charges constatées d'avance d'un montant de 10 535 euros au 31 décembre 2013 sont composées des charges d'exploitation courantes suivantes :

Assurance 2014 :	611 €
Maintenance informatique 2014 :	3 655 €
Abonnements et diverses fournitures 2014 :	473 €
Location photocopieur 2014 :	796 €
Inscription séminaire 2014 :	5 000 €
	<hr/>
Total :	10 535 €

2.2 Passif

2.2.1 Fonds propres

Libellé	Solde au début de l'exercice	Augmentation	Diminution	Solde à la fin de l'exercice
Réserves				-
- Réserves indisponibles				0
- Autres réserves	168 620			168 620
- Réserves réglementées				0
Résultat de l'exercice	40 534		40 534	0
Report à nouveau	-4 011	40 534		36 523
Totaux	205 143	40 534	40 534	205 143

2.2.2 Provisions pour risques et charges

L'indemnité de départ en retraite du personnel, non significative à la clôture de l'exercice compte tenu de la jeunesse de l'effectif, n'est pas comptabilisée au 31 décembre 2013.

2.2.3 Fonds dédiés

Néant.

2.2.4 Etat des dettes

Dettes(b)	Montant brut	Degré d'exigibilité du passif		
		Échéances à moins d'1 an	Échéances	
			à plus 1 an	à plus 5 ans
Emprunts obligataires convertibles (2)				
Autres emprunts obligataires				
Emprunts (2) et dettes auprès des établissements de crédit dont :				
- à 2 ans au maximum à l'origine				
- à plus de 2 ans à l'origine				
Avances et acomptes sur commandes				
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	64 966	64 966		
Dettes fiscales et sociales	223 798	223 798		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Autres dettes				
Produits constatés d'avance				
TOTAL	288 764	288 764	-	-

Toutes les dettes sont d'échéance inférieure à un an.

3 Informations relatives au compte de résultat

3.1 Ventilation des ressources d'exploitation

	2013	2012
Subventions d'exploitation	861 546	800 000
Cotisations des membres	252 360	253 795
Prestations	173 889	143 188
Transferts de charges	17 628	22 688
Reprise de provisions	0	2 500
Autres produits	20	2
Total	1 305 444	1 222 172

3.2 Ventilation de l'effectif moyen

Catégories	Personnel salarié
Cadres	8
Employés	1
TOTAL	9

Résultats année 2013

L'exercice 2013 se solde par un **compte de résultat excédentaire à hauteur de 13 306 €** (1% du montant total des produits). En termes de **recettes**, le budget a été dépassé de 6% par rapport au prévisionnel.

Les objectifs en termes d'encaissement de subventions n'ont été réalisés qu'à hauteur de 96% du budget initial du fait de l'absence de subvention d'un nouveau ministère comme il avait été prévu initialement (-30 K€ par rapport au budget initial) et d'une subvention inférieure de 5 K€ de la part du Ministère des Affaires européennes par rapport à ce qui était prévu.

Par contre, les objectifs en termes d'encaissement des cotisations ont été dépassés (+10% par rapport au budget prévisionnel) témoignant de la confiance en la structure des adhérents déjà membres et de l'intérêt porté à l'association par les nouveaux venus.

Les attentes initiales en termes de recettes issues des prestations de services sont supérieures de 66% à ce qui était prévu du fait de l'exceptionnelle activité d'expertise qu'a connu la MOT grâce à des appels d'offres remportés, qui sont venus s'ajouter à des études qui étaient déjà en cours depuis l'année 2012. Le poste « projets européens » traduit lui aussi une augmentation de 20% par rapport au budget initialement prévu. Enfin, on note une augmentation de 68% de la ligne « autres produits » par rapport au prévisionnel, correspondant d'une part à des remboursements de congés maladie, à des remboursements optimaux de l'organisme de la formation professionnelle Uniformation, plus à divers remboursements de frais de déplacements ponctuels par des organismes extérieurs.

Du côté des charges, on note une augmentation de la masse salariale (+5% par rapport au budget initial), liée au renforcement de l'équipe technique pour faire face à l'importante augmentation d'activité d'expertise rencontrée en 2013 et la refonte du site internet (6 stagiaires, prolongation d'un CDD entamé en 2012, recrutement d'un nouveau CDD qui s'est achevé fin 2013 et recrutement d'une assistante en contrat de qualification Assistant Manager pour renforcer le secrétariat).

Le budget dévolu à la sous-traitance opérationnelle est marqué par une forte augmentation par rapport au budget initialement prévu, toujours à relier au surcroît d'activité d'expertise, qui a nécessité pour certaines études la collaboration avec des experts issus des pays voisins. On note également l'augmentation du budget communication/événements (+26%) s'expliquant d'une part par la refonte totale du site internet de la MOT (avec un important budget traduction en anglais des contenus), la publication d'un cahier thématique, la formation pour l'utilisation d'un logiciel pour le centre de documentation, le recours à une prestation pour l'optimisation de l'important fichier « contacts » de la MOT ; enfin, l'organisation de 5 séminaires d'information sur les montages juridiques transfrontaliers dans le cadre d'un projet Europ'act.

Enfin, l'augmentation liée aux frais de déplacements (+45%) est encore une fois à corréliser à l'intensité de l'activité de la MOT dans le cadre des études qui ont engendré un important travail de terrain dans des destinations lointaines (Afrique, Guyane, Brésil). Au total, l'ensemble des charges est supérieur de 6% par rapport au budget initial, dans l'exacte proportion de celui des recettes.

M.O.T. : Comparatif budgétaire 2013 au 31/12/2013

(Chiffres en EUROS)

DEPENSES	REEL 2013	BUDGET 2013	VARIATIONS %	RECETTES	REEL 2013	BUDGET 2013	VARIATIONS %
Salaires et charges sociales	822 637	782 830	5%	Subventions	795 000	830 000	-4%
Impôts, taxes, formation	80 803	84 711	-5%	- DATAR	315 000	315 000	0%
Sous traitance opérationnelle	12 535	8 000	57%	- Groupe CDC	405 000	405 000	0%
Communication et événements	104 133	82 950	26%	- Ministères	45 000	50 000	-10%
Honoraires: traitement comptable, pate, budget et juridique.....	38 347	38 700	-1%	- Affaires Etrangères	30 000	30 000	0%
Loyer, entretien, chauffage, EDF eau	111 836	110 903	1%	- Intérieur	30 000	30 000	-100%
Frais de bureau : PTT,téléphone...	55 700	56 400	-1%	- autres ministères	0	30 000	
Frais de Déplacement et Missions	47 912	33 000	45%	Cotisations	252 360	230 000	10%
Dot.Amortissements et Provisions	14 165	17 000	-17%	Assistance et études	171 415	103 119	66%
Frais divers	4 121	4 000	3%	Projets Européens	66 546	55 655	20%
TOTAL	1 292 189	1 218 494	6%	Autres Produits	20 174	12 000	68%
				TOTAL	1 305 496	1 230 774	6%
				Résultat 2013	13 306	12 280	

Mission Opérationnelle Transfrontalière

38 rue des Bourdonnais
75001 Paris

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE D'APPROBATION DES COMPTES DE L'EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 2013

Aux membres de l'assemblée générale,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2013, sur :

- le contrôle des comptes annuels de l'association M.O.T, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la justification de nos appréciations ;
- les vérifications et informations spécifiques prévues par la loi.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le bureau. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

1. Opinion sur les comptes annuels

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes annuels. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Mission Opérationnelle Transfrontalière

Assemblée générale d'approbation des comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2013.

2. Justification des appréciations

En application des dispositions de l'article L. 823-9 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations auxquelles nous avons procédé ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes annuels, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

3. Vérifications et informations spécifiques

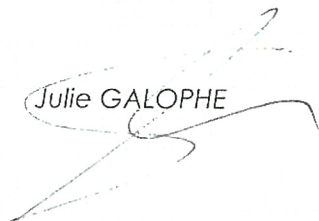
Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport financier du trésorier et dans les documents adressés aux membres de l'association sur la situation financière et les comptes annuels.

Paris, le 5 mai 2014

Le commissaire aux comptes

F.-M. RICHARD & Associés


Julie GALOPHE

Mission Opérationnelle Transfrontalière

38 rue des Bourdonnais
75001 Paris

RAPPORT SPÉCIAL DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES CONVENTIONS RÉGLEMENTÉES
ASSEMBLÉE GÉNÉRALE D'APPROBATION DES COMPTES DE L'EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 2013

Aux membres de l'assemblée générale,

En notre qualité de commissaire aux comptes de votre association, nous vous présentons notre rapport sur les conventions réglementées.

Il nous appartient de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles des conventions dont nous avons été avisés ou que nous aurions découvertes à l'occasion de notre mission, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé ni à rechercher l'existence d'autres conventions. Il vous appartient, selon les termes de l'article R. 612-6 du Code de commerce, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission.

Conventions soumises à l'approbation de l'assemblée générale

Nous vous informons qu'il ne nous a été donné avis d'aucune convention passée au cours de l'exercice écoulé à soumettre à l'approbation de l'assemblée générale en application des dispositions de l'article L. 612-5 du Code de commerce.

Paris, le 5 mai 2014

Le commissaire aux comptes

F.-M. RICHARD & Associés


Julie GALOPHE

Affectation du résultat année 2013

Le Bureau propose à l'Assemblée Générale du 19 juin 2014 d'affecter l'excédent de l'exercice de l'année 2013, soit la somme de 13 306 €, au compte de report à nouveau du bilan de l'association.

Ce qui porte les fonds propres de la MOT à un montant total de +218 449 €.

Budget prévisionnel 2014

Le budget prévisionnel de l'année 2014 soumis au Bureau du 9 avril 2014 et proposé au vote de l'Assemblée Générale, est présenté en hausse de 5% par rapport au réalisé de l'exercice 2013 au niveau des dépenses, et de 5% au niveau des recettes (cf. tableau ci-après).

Du côté des ressources :

- les **subventions** sont en augmentation de 3%, intégrant le soutien confirmé des financeurs actuels, mais aussi l'hypothèse de nouvelles subventions émanant de ministères ayant financé la MOT par le passé, ou potentiellement concernés par la coopération ; en effet, au moment où la MOT envisage, avec l'appui des pouvoirs publics, la refonte de ses statuts et un rôle institutionnel accru, un élargissement thématique de ces ministères semble raisonnable.

- l'encaissement des **cotisations** est prévu par prudence à la baisse (-9%) du fait des difficultés financières auxquelles sont potentiellement confrontés certains membres en période de crise.

- les **prestations de services** sont prévues à hauteur d'environ 228 K€, soit un niveau supérieur (+33%) au réel de 2013. A ce jour, la totalité du montant de ces prestations envisagées est d'ores et déjà assurée car faisant l'objet de contrats signés. Celles-ci concernent notamment la poursuite d'études commencées en 2013 (CCI Guyane, Etude Afrique pour l'ONU, SGAR Nord-Pas-de-Calais) et la conduite d'une importante étude sur la mise en place d'un TER transfrontalier franco-italo-monégasque pour la région PACA (mais dont la moitié de la recette correspond à de la sous-traitance (cf point sur la sous-traitance opérationnelle en 2014).

- les **projets européens**, dont le budget en hausse concerne une action cofinancée dans le cadre d'Europ'act : la conduite d'un projet portant sur les « Outils pour faciliter le développement économique intégré des territoires transfrontaliers ».

Du côté des dépenses, on peut retenir les principaux éléments d'explication suivants (toujours par rapport au réalisé de l'année 2013) : une augmentation globale des dépenses de l'ordre de **5%** ayant pour explication les points suivants :

- la **masse salariale** est en légère diminution (- 1%), résultant notamment du départ de la Responsable des affaires juridiques et compensé pour partie par la transformation d'un CDD en CDI d'un chargé de mission junior.

- le quadruplement de la ligne **sous-traitance opérationnelle** liée à l'importante activité d'expertise prévue pour l'année 2014, qui voit notamment la collaboration nécessaire avec des spécialistes des transports et de l'ingénierie financière dans le cadre de l'étude TER PACA, comme des juristes étrangers dans le cadre d'autres missions.

- la diminution du budget « **Communication** » (-5%) essentiellement liée à l'absence de nouvelle publication en 2014, le moindre volume de traductions par rapport à celui qu'avait entraîné la refonte du site internet, et un budget séminaires inférieur à celui de 2013.

- une augmentation sensible (22%) du budget « frais de bureau », liée à l'investissement envisagé dans du matériel de visioconférence, de plus en plus nécessaire au vu de l'augmentation du nombre d'interlocuteurs géographiquement « éloignés », et à la poursuite de l'accompagnement dans le cadre de la mise en place d'un logiciel de contacts.
- une augmentation de 4% de la ligne « frais de déplacement et missions », à relier au volume de prestations et à leur localisation.
- Enfin, le poste budgétaire relatif aux dotations, amortissements et provisions est en hausse de 52% du fait de l'amortissement des logiciels récemment acquis et autres équipements.

Les ressources propres de la MOT se situent à un niveau de +218 449€ (+6.5%). Ces fonds propres doivent permettre de pallier les problèmes de trésorerie (retard récurrent dans le versement de certaines subventions et dans le paiement de certaines cotisations) auxquels la MOT est régulièrement confrontée. **Le budget prévisionnel 2014 se caractérise par ce maintien dans un « équilibre positif » avec un excédent budgétaire projeté modeste (+11 554 €) mais nécessaire et prudent malgré tout pour pallier les aléas éventuels.**

Comparatif budgétaire réalisé 2013 et prévisionnel 2014

(Chiffres en EUROS)

DEPENSES	REEL 2013	BUDGET 2014	Variation %	RECETTES	REEL au 31/12/13	BUDGET 2014	Variation %
Salaires et charges sociales	822 637	815 067	-1%	Subventions	795 000	815 000	3%
Impôts, taxes, formation	80 803	81 606	1%	- DATAR	315 000	315 000	0%
Sous traitance opérationnelle	12 535	68 100	443%	- Groupe CDC	405 000	405 000	0%
Communication et événements	104 133	99 264	-5%	- Ministères	45 000	50 000	11%
Honoraires: traitement comptable, paie, budget et juridique.....	38 348	39 700	4%	- Affaires Etrangères	30 000	25 000	-17%
Loyer, entretien, chauffage, EDF eau	111 836	113 505	1%	- Intérieur		20 000	100%
Frais de bureau : PTT,téléphone...	55 700	68 080	22%	- autres ministères			
Frais de Déplacement et Missions	47 912	50 000	4%	Cotisations	252 360	230 000	-9%
Dot.Amortissements et Provisions	14 165	21 500	52%	Assistance et études	171 415	228 736	33%
Frais divers	4 121	4 000	-3%	Projets Européens	66 546	81 640	23%
TOTAL	1 292 189	1 360 822	5%	Autres Produits	20 174	17 000	-16%
				TOTAL	1 305 496	1 372 376	5%
				Résultat	13 306	11 554	

Budget 2014

(Chiffres en EURS)

DEPENSES	BUDGET 2014	RECETTES	BUDGET 2014
Salaires et charges sociales	815 067	Subventions	815 000
Impôts, taxes, formation	81 606	- DATAR	315 000
Sous traitance opérationnelle	68 100	- Groupe CDC	405 000
Communication et événements	99 264	- Ministères	50 000
Honoraires: traitement comptable, paie, budget et juridique.....	39 700	- Affaires Etrangères	25 000
Loyer, entretien, chauffage, EDF eau	113 505	- Intérieur	20 000
Frais de bureau : PTT,téléphone....	68 080	- autres ministères	
Frais de Déplacement et Missions	50 000	Cotisations	230 000
Dot.Amortissements et Provisions	21 500	Assistance et études	228 736
Frais divers	4 000	Projets Européens	81 640
TOTAL	1 360 822	Autres Produits	17 000
		TOTAL	1 372 376
		Résultat comptable 2014	11 554
		Résultat comptable 2013	13 306
		Résultat comptable net sur 2 ans	24 860

Comparatif pluriannuel 2012-2013-2014

(Chiffres en EUROS)

DEPENSES	REEL 2012	REEL 2013	BUDGET 2014	Variation 2013-2014 en %	RECETTES	REEL 2012	REEL 2013	BUDGET 2014	Variation 2013-2014 en %
Salaires et charges sociales	730 845	822 637	815 067	-1%	Subventions	800 000	795 000	815 000	3%
Impôts, taxes, formation	72 288	80 803	81 606	1%	- DATAR	315 000	315 000	315 000	0%
Sous traitance opérationnelle	4 238	12 535	68 100	443%	- Groupe CDC	405 000	405 000	405 000	0%
Communication et événements	110 818	104 133	99 264	-5%	- Ministères	50 000	45 000	50 000	11%
Honoraires: traitement comptable, pale, budget et juridique.....	39 092	38 348	39 700	4%	- Affaires Etrangères	30 000	30 000	25 000	-17%
Loyer, entretien, chauffage, EDF eau	110 781	111 836	113 505	1%	- Intérieur	20 000	20 000	20 000	100%
Frais de bureau : PTT, téléphone...	59 013	55 700	68 080	22%	Cotisations	253 795	252 360	230 000	-9%
Frais de Déplacement et Missions	34 143	47 912	50 000	4%	Assistance et études	81 340	171 415	228 736	33%
Dot.Amortissements et Provisions	14 211	14 165	21 500	52%	Projets Européens	65 334	66 546	81 640	23%
Frais divers	6 697	4 121	4 000	-3%	Autres Produits	22 193	20 174	17 000	-16%
TOTAL	1 182 127	1 292 189	1 360 822	5%	TOTAL	1 222 661	1 305 496	1 372 376	5%
					Résultat	40 534	13 306	11 554	

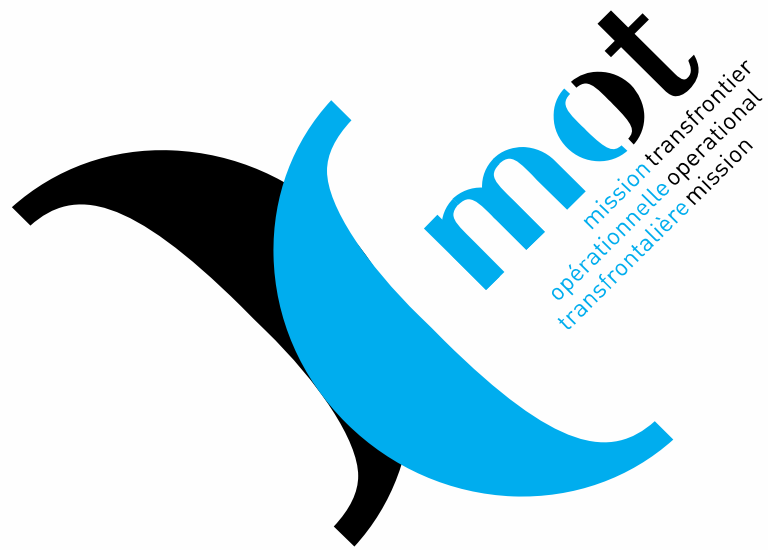
PRINCIPALES CONCLUSIONS

L'année 2013 a été marquée par **le dynamisme de la structure, tant dans sa capacité à réaliser des expertises et projets européens sur des thématiques et territoires toujours plus variés (impactant ainsi la répartition des produits), que celle à animer son réseau en augmentant encore légèrement le nombre de ses membres.**

Sur le plan de la répartition des recettes prévues en 2014, les subventions correspondent à 59% du budget « recettes totales » de la MOT, les cotisations comme les prestations de services correspondent à un peu moins de 17%, et les projets européens à 6%. Cela permet à la MOT d'affirmer son rôle d'outil public au service de la gouvernance multi-niveaux de la coopération transfrontalière, conservant un volant d'activités lucratives limité mais en augmentation, qui lui permet de mettre son savoir-faire et son expertise, toujours plus spécialisée et reconnue, au service de la demande des acteurs du transfrontalier de toutes échelles.

Les efforts de l'année 2013, tant dans la maîtrise des dépenses que dans la diversification des recettes (la MOT a remporté quasiment tous les appels d'offre auxquels elle a répondu en 2013), ont lui permis **de confirmer la tendance engagée dès 2010** : en dépit des charges particulières auxquelles la MOT a dû faire face en 2013 (refonte totale du site internet de la MOT, organisation de séminaires, investissement dans des logiciels), les efforts produits par l'équipe en termes de développement du réseau des adhérents de la MOT et par une abondante production d'expertise (études, projets européens) ont montré une fois de plus la structuration saine et efficace de sa gestion et sa capacité d'adaptation, qui ont contribué à un **résultat comptable positif conforme aux prévisions (+ 13 306€).**

Cette gestion prudente se poursuit dans le budget prévisionnel 2014 dans lequel figure la perspective d'un excédent budgétaire de 11 554 €, modeste mais nécessaire afin de pallier d'éventuels aléas.



Mission Opérationnelle Transfrontalière

38, rue des Bourdonnais - 75001 Paris - France
www.espaces-transfrontaliers.eu

tél. : +33 1 55 80 56 80 - fax : +33 1 42 33 57 00
mot@mot.asso.fr



cget

